

N° de l'OMP :
N° MINOS :
N° MINUTE :

Extrait des minutes du Greffe
du Tribunal Judiciaire de
THONON-LES-BAINS Haute-Savoie
Tribunal de Police de Thonon-les-Bains
1ère à 4ème classe

JUGEMENT SUR OPPOSITION A ORDONNANCE PENALE

Audience du DIX FEVRIER DEUX MIL VINGT-CINQ à QUATORZE HEURES ainsi
constituée :

Mention minute :

Délivré le :

A :

**Président
Greffier
Ministère Public
Magistrat titre
temporaire**

Le jugement suivant a été rendu :

ENTRE

Copie Exécutoire le :

A :

LE MINISTERE PUBLIC,

D'UNE PART ;

Signifié / Notifié le :

A :

ET

PREVENUE

Extrait finance :
RCP :
Extrait casier :
Référence 7 :

**Nom
Nom d'usage
Prénoms
Date de naissance
Lieu de naissance
Filiation**

Sexe :

Dépt :

Demeurant

**Sit. Familiale
Profession**

Nationalité :

Mode de comparution : non-comparante représentée avec mandat

Avocat : Maître DEHAN Yohan au Barreau de Paris

Prévenue de :

**2) INOBSERVATION, PAR CONDUCTEUR, DE L'ARRET IMPOSE PAR LE PANNEAU
"STOP" A UNE INTERSECTION DE ROUTES (Code Natinf : 203) avec le véhicule
immatriculé**

**1) REDEVABLE DE L'AMENDE ENCOURUE POUR NON RESPECT DE L'ARRET
IMPOSE PAR UNE SIGNALISATION (Code Natinf : 22053)**

D'AUTRE PART ;

PROCEDURE D'AUDIENCE

MOTIFS

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant en audience publique, en premier ressort, et par jugement contradictoire à l'encontre de révenue ;

Sur l'action publique :

RECOIT

en son opposition ;

LA DECLARE RECEVABLE ;

MET à néant la précédente ordonnance pénale en date du 17/06/2024 et statuant à nouveau ;

DECLARE

non coupable pour les faits qualifiés

de :

- INOBSERVATION, PAR CONDUCTEUR, DE L'ARRET IMPOSE PAR LE PANNEAU "STOP" A UNE INTERSECTION DE ROUTES ;

LA RELAXE en conséquence des fins de la poursuite ;

Le président n'a pas pu aviser que si elle
s'acquitte du montant du droit fixe de procédure et/ou du montant de l'amende dans un
délai d'un mois à compter de la date à laquelle cette décision a été prononcée, ce
montant sera minoré de 20% conformément à l'article 707-3 du code de procédure
pénale sans que cette diminution puisse excéder 1500 euros. Le président l'informe en
outre que le paiement de l'amende et/ou du droit fixe de procédure ne fait pas obstacle à
l'exercice des voies de recours.

Dans le cas d'une voie de recours contre les dispositions pénales, il appartient à
l'intéressée de demander la restitution des sommes versées.

**Dit que la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un
montant de TRENTE-ET-UN EUROS (31 EUROS) dont est redevable chaque
condamné ;**

Ainsi lu et prononcé en audience publique, les jour, mois et an susdits,
président, assisté de greffier,
présent à l'audience et lors du prononcé du jugement.
La présente décision a été signée par le président et le greffier.

Le greffier,

Le Président,

Pour expédition conforme
Le

